



Compte-rendu

Délégation mexicaine de l'AMAIE

13-15 septembre 2011

Réunion d'échange avec la délégation de l'AMAIE - 9h30-10h30

Un rendez-vous préalable à la réunion a permis à la direction de Cités Unies France et chargées de mission d'échanger rapidement et de présenter respectivement leur structure – CUF/AMAIE

Nicolas WIT a présenté de manière générale Cités Unies France, et accent mis sur les liens avec l'ARRICOD.

Une convention anime les travaux de CUF et ARRICOD, celle-ci permet à CUF de jouer un rôle d'intermédiaire et de faire le lien entre inquiétudes des professionnels auprès des élus, et fluidifier les relations entre les collectivités et l'équipe de CUF.

La crise a eu des impacts sur l'action internationale des collectivités, et le soutien de l'intérêt de la coopération décentralisée passe aussi par cette relation avec ceux qui la font.

La coopération décentralisée n'est pas un luxe, elle est essentielle pour le développement car il faut donner autant qu'apprendre de cette relation.

Présentation de l'AMAIE

AMAIE est l'association des directeurs des relations internationales de Etats mexicains. Créée en 2009, c'est une structure jeune qui compte 14 états membres sur les 32 existants du Mexique, 4 s'ajouteront d'ici la fin de l'année, ceux non intégrés ne disposent pas de départements relations internationales ou n'ont pas encore manifestés leur intérêt.

Ceux engagés aujourd'hui (14) concentrent 75% du PIB et 97% des investissements internationaux du Mexique. Au-delà de ce poids économique, le réseau réunit au sein de son bureau les trois partis politiques (constitués en réseaux de collectivités de chaque couleur), ce qui est une innovation de taille en matière de gouvernance d'un tel réseau de collectivités au Mexique.

Son travail repose sur quatre commissions thématiques : la coopération internationale, la formation, la migration, les analyses législatives (lois sur la coopération). Deux fonctions principales peuvent être détachées, **Représenter les Etats** : les directeurs des relations internationales incarnent leur état, un rapport hiérarchique et décisionnel direct existe avec les gouverneurs dont le bureau de relations internationales dépend directement, en général. Ce sont des professionnels qui agissent au nom de leur collectivité. **Ils coordonnent la coopération** Nord-Sud mais aussi horizontale entre les Etats fédérés.

Le conseil exécutif du bureau est coordonné par un représentant de l'Etat de Mexico DF, et deux adjoints constituent le bureau collégial, ce sont Les Etats de Jalisco et Hidalgo.

Questions :

- Débat autour de la représentativité des directeurs de relations internationales des Etats, par rapport à ARRICOD, et rapport avec les élus.
- Manque de temps pour présenter l'organisation territoriale française (document papier remis à la délégation), mais précision sur la représentativité des collectivités membres de CUF par rapport à l'ensemble des collectivités françaises. CUF comptabilise 2/3 des régions et 1/3 des départements ainsi que la plupart des grandes villes.

Compte rendu de la réunion Mexique – 10h30- 12h30
--

Participants : voire la liste jointe à ce compte rendu

Tribune : Jean Michel DESPAX, délégué à l'action extérieure des collectivités locales - MAEE, José POBLANO, ministre conseiller à la coopération et des affaires économiques, technologiques, scientifiques et éducation – Ambassade du Mexique en France, Monica SANCHEZ, coordinatrice nationale adjointe de l'AMAIE – Etat de Mexico, Nicolas WIT, directeur adjoint - Cités Unies France, Raul VARGAS, délégué adjoint de l'AMAIE – Etat d'Hidalgo.

Contexte :

Présidée par le directeur adjoint de Cités Unies France, cette réunion était organisée dans le contexte de l'invitation d'une délégation mexicaine, représentant l'AMAIE (Association des relations internationales des Etats du Mexique) à participer à l'Université d'automne de l'ARRICOD (Dijon, 15-16 septembre 2011).

Également, les assises de la coopération décentralisée prévues pour mars 2012, devant faire l'objet d'un comité de pilotage et d'un suivi par Cités Unies France, un point bilan de situation a été proposé.

L'annonce du désistement de la Région Pays de la Loire, candidat initial à l'accueil de cet événement, a été soumis vendredi 8 septembre 2011. Un tour de table pour faire le point sur les différentes initiatives et les projets en cours a permis d'éclaircir les actions et d'identifier de potentiels acteurs des futures assises.

NB : Compte tenu des propos tenus en Français et en espagnol par la délégation, Cités Unies France remercie Eugène Zapata qui conduisait la délégation, pour avoir assuré la traduction des propos tout au long de la réunion.

Contenu des présentations :

L'accueil d'une délégation de Directeurs des relations internationales des Etats mexicains a permis la présentation de l'AMAIE, futur partenaire de CUF, mais aussi des collectivités françaises pour mener des réflexions de fonds sur les pratiques en matière de coopération au Mexique.

Les deux représentants de l'AMAIE ont insisté sur le caractère représentatif de ce réseau de professionnels représentant les Etats. En effet, le conseil exécutif rassemble les trois courants politiques grâce à un bureau géré collégialement par les trois coordinateurs généraux, la logique politique est ainsi dépassée et des efforts de coopération sont encrés. Il a été ajouté, depuis la salle par des représentants d'autres états mexicains, que l'AMAIE avait un rôle de renforcement de l'engagement dans la coopération internationale auprès de l'ensemble des états de la République fédérale du Mexique.

Délégués de l'AMAIE et leur partenariat

Mónica Sánchez Torres, Directrice des relations internationales, Gouvernement de l'Etat de Jalisco, Coordinatrice nationale adjointe de l'AMAIE, chef de délégation AMAIE

Raúl Vargas Juárez, chargé de l'unité des relations internationales, Gouvernement de l'Etat de Hidalgo, Coordinateur National Adjoint de AMAIE, chef de délégation AMAIE

Estela Guzmán Ayala, Directrice de la coopération internationale, Bureau des relations internationales du gouvernement de l'Etat du Yucatan

Coopération avec la Région Pays de la Loire, autour du tourisme responsable et de l'éducation. Le bureau des relations internationales du Yucatan est reconnaissant de Cités Unies France pour l'appui dans la mise en oeuvre du groupe de travail "Tourisme durable" de CGLU, Madame Zegjman et l'accompagnement à une coopération sur le tourisme déclenché par l'événement de la Solidaire du Chocolat alors que le bureau existait à peine (decembre 2008).

Federico Quinzaños Rojas, Chef du departement des relations internationales, Gouvernement de l'Etat du Querétaro. L'Etat du Queretaro échange avec Nantes de manière régulière et dispose d'une ressource humaine financée par l'Ambassade de France, pour soutenir la structuration d'une coopération. La politique de l'Etat concernant la présence française est centrée autour de 6 zones stratégiques : le développement économique, la culture (avec 4 villes classées au patrimoine mondial de l'UNESCO), l'environnement, le contrôle de la planification, la sécurité et l'éducation. Particulièrement attractif pour des firmes françaises, il est l'Etat le plus dynamique du Mexique selon l'OCDE grâce notamment à un parc aéronautique grandissant et très compétitif, l'un des plus sur et riche de 55 universités, 42 centres de recherche en lien avec les entreprises et industries du territoire. L'Etat accueille déjà 33 entreprises françaises, et souhaite renforcer l'industrie mexicaine (travail avec les chaines de fournisseurs locaux) autour de "l'aerospace Valley" (partenariat avec université, et création d'un lycée français)

Carlos Mackinlay G, Secrétaire Technique de AMAIE, Gouvernement de la ville de México, en charge de renforcer les liens entre l'AMAIE et le niveau national (Ministère des Affaires Étrangères mexicain).

Eugene Zapata Garesché, Directeur de la stratégie, Coordination Generale des relations internationales, Ville de México. A la fois représentant de la "Route du chocolat", et réalisant une mission auprès de l'Ambassade de France au Mexique pour dynamiser la coopération décentralisée

Eugène Zapata rappelle qu'en 1995, il n'existait pas de dossier-pays et la coopération était relativement inexistante. Sous Jacques Chirac, une première réunion avec le maire de Mexico avait posé les bases et permis d'identifier le travail important à mener en matière de développement local. Le contexte d'alternance politique du congrès national avait mis en lumière l'importance des relations internationales et de maintenir un lien pérenne avec des collectivités étrangères. Que cette coopération se développe de manière privilégiée avec la France n'est donc pas un hasard.

Aujourd'hui, avec la naissance de l'AMAIE en 2009, l'adhésion totale des Etats à échéance 2012

constituera une avancée majeure et des perspectives d'avenir clarifiées. Aujourd'hui, il serait bien que le Mexique devienne un territoire d'intérêt prioritaire pour la coopération française voire même européenne.

Le ministre conseiller, Monsieur Jose POBLANO, en charge des affaires économiques et coopération scientifique, technique et universitaire a souligné que la coopération décentralisée vivait un véritable tournant de son histoire. Relevant un fort investissement de la part des entreprises et des universités, la reconnaissance de l'engagement des collectivités et de la valeur ajoutée de la coopération décentralisée est un point d'avenir pour l'évolution du pays. Il réitère le soutien de l'ambassade du Mexique au suivi de la coordination de la coopération décentralisée.

Le représentant de l'association Local, organisme spécialisé en coopération décentralisée, partenaire de l'IHEAL (département spécialisé sur l'Amérique latine, de la Sorbonne nouvelle), a souligné le travail mené sur des initiatives variées au Mexique (intercommunalité, environnement...). D'ailleurs, il s'est porté candidat au programme sur la protection de l'environnement autour de la question de l'intercommunalité.

De son côté, **l'Agence Française de Développement** a souligné deux éléments phares dans sa récente implication au Mexique :

- Elle n'est autorisée à travailler au Mexique que depuis 2009. Elle a soutenu son premier projet sur le plan Climat : gestion de forêts et aménagements du territoire. L'AFD souhaite accompagner la coopération décentralisée.
- Aujourd'hui, elle réalise un travail de prospection, car un problème majeur freine son accompagnement des collectivités mexicaines. En effet, celles-ci ont l'interdiction constitutionnelle de s'endetter auprès de structure étrangère.

Un tour de table a permis d'identifier parmi les collectivités territoriales présentes la diversité des sujets et engagements au Mexique, puis l'intervention de Martine Zegjman, à favoriser le débat autour du contenu des futures assises de la coopération qui se tiendront en 2012.

Martine Zegjman a rappelé que le premier forum national des affaires, internationales à Léon en 2007, avait mis à l'honneur la France, et peut être considéré comme un des premiers événements bilatéraux entre nos deux pays. La perspective de nouvelles assises de la coopération sont en réflexion depuis janvier, cependant malgré des entretiens et échanges visant à accueillir cet événement en France, la collectivité identifiée ne pourra finalement pas recevoir un événement dans le format requis.

Aujourd'hui, tout est à construire, car initialement, le choix d'inscrire ces assises dans le cadre de la Solidaire du Chocolat (Saint Nazaire- Progresso) correspondait au fait que l'hôte était la Région de Pays de la Loire.

La question des agendas électoraux des deux pays est un élément à prendre en compte. En effet, il ne semble pas concevable d'organiser un tel événement deux mois avant et jusqu'à 9 mois après, pour des raisons administratives de changements d'équipe, de plus côté français, les mois de mars /avril sont les dernières possibilités avant les élections présidentielles. L'idée de tenir ces assises au Mexique est apparue suite à la proposition du Queretaro (pendant le forum des affaires

internationales mi-novembre 2011), du Yucatan ou de Hidalgo pour le second trimestre 2012.

En effet, Carlos McKinley assure que si un accord est signé avant les élections, la nouvelle équipe devra mettre en œuvre cette initiative.

Ces derniers insistent sur la nécessité de disposer d'un panel multiacteurs, allant dans le sens du MAEE qui recommande la présence d'universités, d'entreprises, ONG et autres structures d'accompagnement, à l'image de la Communauté Urbaine de Brest, réalisant avec l'Etat de Vera Cruz des échanges scientifiques, et a signé en 2010, un accord de coopération sur un pôle de compétence maritime – gouvernance, développement et innovation.

D'ailleurs, l'Etat du Queretaro qui souhaite organiser la première semaine du Queretaro en France, avait déjà identifier environ 150 personnes susceptibles d'y participer associant société civile, universités, centres de recherche, Chambres de commerce et d'industrie...

En ce qui concerne la mise en œuvre et l'accélération du processus de décision par rapport à la date des futures assises, l'ambassade du Mexique en France s'est dit à disposition pour appuyer la candidature de telles ou telles collectivités.

Côté comité de pilotage, Eugène Zapata a souligné que la délégation avait l'accord de Bettina Chavez pour parler au nom du comité d'organisation mexicain.

Côté français, CUF a rappelé son intérêt à accompagner ce projet, et son rôle d'interface avec l'ambassade, le MAEE et la collectivité d'accueil, de manière à renseigner au mieux l'animation du comité.

La présentation préalable des représentants mexicains a fait émerger plusieurs sujets à porter au contenu des assises :

- Les migrations. Soulignée par Nicolas Wit, cette thématique est accolée à la coopération dans l'organisation et les compétences allouées aux Etats mexicains (question du transit et des relations sud/nord). Côté français, le rôle des migrants dans la coopération, leur valeur ajoutée et leur engagement dans les relations interculturelles en font des partenaires incontournables, cependant, les collectivités françaises, elles, ne disposent pas de cette compétence relevant du Ministère de l'intérieur.

- L'économie. En effet, les 12 états appartenant aujourd'hui à l'AMAIE concentrent 97% des investissements extérieurs et 75% du PIB du Mexique. Dotés de domaines très divers allant de l'aéronautique, au tourisme en passant par l'extraction de matières premières, ils attendent d'avantage d'échange et de structuration de leurs relations pour répondre au mieux aux besoins liés à l'implantation des entreprises et maîtriser le développement de « cluster » ou zone d'activités spécifiques.

-L'environnement/changement climatique. Sujet largement évoqué par les délégués mexicains, cette thématique est cohérente avec l'approche du bilan Rio + 20 et un intérêt grandissant pour des outils d'aménagement permettant de mesurer et intégrer aux politiques locales cette notion facteur de développement durable.

A noter qu'en novembre 2010, de nombreux élus ont participé, à Mexico, au Sommet mondial des maires sur le Climat, et signé le « pacte de Mexico », dont une dizaine de grandes villes françaises (<http://www.wmsc2010.org>). La 16ème Conférence des Parties de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dite « COP16 » s'était tenue dans la foulée à Cancun.

Pour leur part, les grandes villes et agglomérations sans attendre l'aboutissement de négociations internationales, ont poursuivi leurs actions de réduction d'émission de gaz à effet de serre à travers les politiques locales qu'elles décident et mettent en oeuvre dans les domaines des transports et de la mobilité urbaine, de l'habitat et de l'urbanisme, de la gestion du patrimoine, de la collecte et du traitement des déchets, de la gestion de l'énergie collective, etc.(extrait du site de l'AMGVF).

- Métropolisation comme outil de développement territorial. Thématique soutenu par la Communauté urbaine de Bordeaux, active dans le Guanajuato, qui compte beaucoup de zones de métropolitaines comme Léon. Ce sujet problématise des questions urbaines phares et récurrentes dans les coopérations : gestion des déchets, eau, mobilité urbaine et aménagement du territoire.

Collectivités françaises et mexicaines candidates à l'accueil des Assises France-Mexique

-la Communauté urbaine de Bordeaux : il doit y avoir en premier lieu conciliation au sein de la collectivité, le mois de février semble plus opportun car la CUB est engagée dans un Congrès à Cannes en mars.

-l'État du Yucatán peut accueillir les Assises en février/mars 2012

-l'État d'Hidalgo propose le deuxième semestre de l'année 2012 si les Assises ne peuvent être organisées avant.

Agenda

	1ere semaine du Queretaro aux USA
25-26/09/2011	Queretaro - 3 ^{ème} forum national des affaires internationales des États mexicains
suite aux assises	1ere semaine du Queretaro en France